

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Bruno SPIRE, président de AIDES







carte d'identité

PRINCIPALE ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA EN FRANCE.

AIDES a été créée en 1984 par Daniel Defert, à la suite du décès de son ami Michel Foucault. Elle est reconnue d'utilité publique depuis 1990 et est présidée par Bruno Spire depuis 2007.



AIDES, c'est

- **72** ETABLISSEMENTS EN FRANCE DONT 2 EN OUTRE-MER
- **1 500** MILITANTS
- **150 000** DONATEURS ACTIFS
- **8 000** AMIS SUR FACEBOOK
- **16 000** FOLLOWERS SUR TWITTER
- **40M€** DE BUDGET ANNUEL

et surtout

Des actions de prévention, de soutien et de défense des droits des personnes infectées ou affectées par le VIH et/ou une hépatite, menées pour et avec les personnes concernées.

AIDES défend une approche globale de la santé : à travers les actions de terrain, les observations de proximité et les besoins exprimés par les personnes, elle entend **réformer la société pour créer les conditions d'une vie meilleure** pour les personnes touchées par le VIH et/ou les hépatites.

Ainsi **AIDES représente les personnes infectées par le VIH ou une hépatite virale dans le système de santé** pour améliorer leur prise en charge et défendre les droits des malades (in fine, « transformer la société »).

Enfin, **AIDES est à l'origine de la création de collectifs réunissant des associations de malades,** comme le Collectif Inter-associatif Sur la Santé (CISS) et Chroniques Associés, pour porter des combats communs avec d'autres pathologies.

AIDES compte notamment :

- **26** Représentants dans les **Conférences Régionales de la Santé et de l'Autonomie** (CRSA) – ce qui fait de AIDES l'organisation la plus représentée dans les CRSA ;
- **23** Représentants dans les **Conférences de Territoire** dont la principale mission est de mettre en cohérence les projets sanitaires et territoriaux avec le projet régional de santé et les programmes nationaux de santé publique ;
- **106** Représentants dans les **COREVIH** (Coordination RÉgionale de lutte contre l'infection à VIH), organes essentiels de coordination des soins du VIH et des hépatites.

Quelques chiffres clés

Activité d'accueil individuel et collectif

Activité d'accueil individuel et collectif	Nombre de lieux		Nombre de contacts H/F	
	2009	2010	2009	2010
Accueil physique des délégations	80	77	72 518	60 269
Accueil téléphonique	62	67	47 884	67 427
Présence hospitalière	64	53	7 458	7 783
Lieux de sociabilité gay, commerces	293	280	29 240	33 474
Lieux de sociabilité personnes immigrantes, commerces	408	439	14 401	22 473
Lieux de contact avec personnes détenues	43	56	2 042	2 255
Autres lieux d'accueil	130	166	11 386	5 736

Activité de soutien individuel

Activité de soutien individuel	Nombre d'entretiens ayant abordé cette thématique	
	2009	2010
Entretien sociaux, juridiques, d'accès aux droits	19 846	20 235
Entretiens santé, soutien thérapeutique	25 261	26 287
Entretien prévention, santé affectie et sexuelle	26 837	32 482
Autres formes ou thématiques de soutien individuel	26 391	30 532

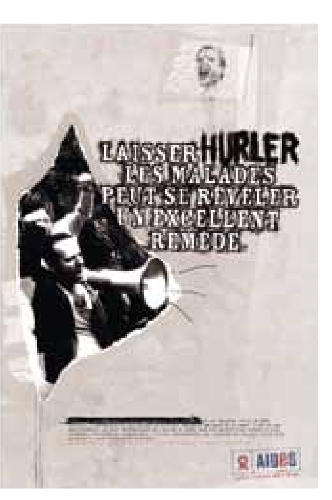
Matériel distribué

Matériel distribué	2009	2010
Préservatifs masculins	968 686	918 219
Dosettes de gel	417 069	465 455
Préservatifs féminins	102 085	104 139
Seringues	1 416 503	1 346 571
Kits snifs	32 820	89 817



L'accès aux soins pour tous : une priorité

Jouer un rôle central dans la Démocratie Sanitaire



En 2010, AIDES s'est investie dans l'organisation de réponses politiques d'envergure contre les nombreuses réformes préjudiciables aux personnes séropositives.
L'association est présente dans les COREVIH pour exprimer les besoins des personnes affectées par le VIH et/ou une hépatite.
AIDES s'est impliquée dans **l'organisation des Etats Généraux de la prise en charge du VIH en Ile-de-France** sous l'égide de l'Agence Régionale de Santé (ARS).
Avec les associations de lutte contre le sida et le Collectif de Patients Citoyens, AIDES s'est mobilisée pour **interpeller les décideurs politiques et administratifs sur les dangers de la réforme de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP)**, hostile aux personnes séropositives. C'est aussi dans ce contexte que AIDES a fait des **propositions sur le VIH dans le plan stratégique 2010-2014 de l'AP-HP**.
Plus largement, AIDES a **contribué aux nouvelles recommandations 2010 de prise en charge médicale du VIH** (Rapport Yéni), particulièrement sur le volet organisation des soins. L'association a aussi participé à **l'élaboration du plan national VIH/sida et des IST 2010-2014**.
Enfin, attentive aux conditions d'assurabilité des personnes séropositives, AIDES a participé à la renégociation de la convention **Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé** (AERAS) en demandant notamment une couverture du risque d'invalidité au même titre que le risque de décès, et une réévaluation des surprimes en fonction des avancées thérapeutiques et de l'amélioration de l'état de santé de l'emprunteur.

Défendre l'accès aux soins des étrangers malades



Manifestation devant la Préfecture de Police de Paris pour la Journée mondiale de lutte contre le sida

Tout au long de 2010, AIDES a mené un combat acharné contre la restriction d'accès à l'Aide Médicale d'Etat (AME) et la restriction du droit au séjour pour raisons médicales. Ces mesures xénophobes, contradictoires avec le plan national de lutte contre le VIH et les IST, freineront l'accès à la prévention, et aux soins et représenteront finalement un coût supplémentaire pour la collectivité.
L'ensemble du réseau AIDES, en partenariat avec d'autres associations notamment avec l'ODSE, la FNARS et le CISS* a tout tenté pour contrer ces réformes : nombreuses rencontres avec les décideurs politiques, organisations de débats, manifestations... **AIDES a par ailleurs mis en place un Observatoire des Etrangers Malades qui permettra d'identifier les dysfonctionnements de l'administration pour mieux les combattre**.

Financer l'accès universel aux traitements

La Coalition PLUS (dont AIDES est membre co-fondateur), ATTAC et Oxfam France ont vigoureusement plaidé en faveur d'une **taxe sur les transactions boursières (Taxe Robin)** qui **permettrait de financer les urgences sociales sanitaires et environnementales dans le monde en terme de « biens publics mondiaux »,** dont la lutte contre le sida, qui subit le désengagement des Etats riches. Ce mouvement a été rejoint par de nombreuses associations, permettant ainsi de récolter plus de 30 000 signatures.
L'idée s'est propagée au sein du groupe de l'ONU sur les financements innovants. Bill Clinton et Michel Sidibé, (directeur de l'ONUSIDA) ont appelé à soutenir cette taxe Robin, ainsi que 350 éminents économistes qui ont lancé un appel en sa faveur. Les associations ont réussi à convaincre Nicolas Sarkozy de mettre cette taxe à l'ordre du jour du G8/G20 de 2011 (sous présidence française).

Lutter contre l'hépatite C



Sculpture Medicine Man de D. Goldstein et J. Kapellas extraite de l'exposition Make Art/Stop AIDS

En 2010, **AIDES s'est mobilisée pour une révision des termes de la loi de 70[1] pénalisant l'usage de drogues**. AIDES s'est ainsi associée à la « Déclaration de Vienne », qui s'appuie sur des expériences probantes en matière de réductions des risques et de dépénalisation de l'usage.

Par ailleurs, **AIDES a intensément soutenu le rapport de l'Inserm en faveur de l'ouverture de Centres d'Injection Supervisés**, qui permettent de s'injecter dans de bonnes conditions d'hygiène, avec du matériel propre. Cette proposition a finalement été rejetée par le Premier ministre.

Avec SOS Hépatites, AIDES a organisé les premières « Rencontres Nationales sur le VHC » du 7 au 10 Octobre 2010 à Dourdan (91). 175 personnes concernées par l'hépatite C ont élaboré une plate-forme de revendications visant à améliorer leurs conditions de vie. Elles ont ainsi réclamé : que les personnes porteuses du VHC soient incluses dans les décisions qui les concernent, une amélioration de la prise en charge des personnes vivant avec le VHC et un approfondissement de la recherche en matière de co-infection VIH/VHC.

En 2010, AIDES a également procédé à une évaluation de 28 de ses CAARUD (Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues), afin de répondre aux exigences réglementaires, et d'adapter ses modalités d'accueil aux bénéficiaires.

Enfin, AIDES réfléchit actuellement à la possibilité de proposer un dépistage rapide du VHC effectué par ses militants.



* AIDES s'est mobilisée contre l'article 17ter de l'amendement Mariani de la loi sur l'immigration.
[1] Loi du 31 décembre 1970



Les nouvelles stratégies de prévention : un enjeu clé

FAIRE RECONNAÎTRE NOTRE EXPERTISE : LÉGALISATION DU DÉPISTAGE COMMUNAUTAIRE

Le décret du 17 novembre 2010 autorise désormais les associations à pratiquer le dépistage rapide[2] fait par des non soignants. Cette législation a été obtenue grâce au projet de recherche Com'Test, mené par AIDES et l'ANRS de 2008 à 2010 à Lille, Paris, Bordeaux et Montpellier.

Après deux ans d'expérimentation, 672 tests réalisés avec l'implication de 60 militants, **ce projet a démontré la plus value d'un dépistage par les pairs dans un cadre associatif :**

- Plus de 90% de haute satisfaction pour les personnes testées ;
- Un taux de découverte de séropositivité 10 fois supérieur à celui des CDAG (centre de dépistage anonyme et gratuit) ;
- 38% des personnes dépistées n'avaient pas fait de test depuis plus de deux ans.



Dispositif de Test Rapide d'Orientation Diagnostique Vikia® HIV
par prélèvement capillaire

La première habilitation à l'utilisation des TROD* par une association a été délivrée à AIDES dans la région Languedoc-Roussillon en décembre 2010.
AIDES prévoit d'ores et déjà de démultiplier les actions de dépistage rapide auprès des publics les plus touchés par l'épidémie en France métropolitaine et en Outre mer, en formant plus de 100 militants à cette pratique en 2011.

[2] On entend par « dépistage rapide » l'utilisation de tests à résultat rapide (30 minutes).
TROD : Tests Rapides d'Orientation Diagnostique de l'infection a virus de l'immunodeficience humaine.

Le déploiement du dépistage auprès des populations les plus vulnérables est un enjeu clé pour infléchir la courbe des nouvelles contaminations. Plus les personnes porteuses du virus sont traitées précocement, plus leur état de santé est préservé et moins elles risquent de transmettre le virus. Sous traitement, le risque de contamination est quasi nul. Généraliser le dépistage et la mise sous traitement précoce permettent de s'inscrire dans la perspective de la fin de l'épidémie.

LANCER DE NOUVELLES PISTES DE RECHERCHE : LE TRAITEMENT EN PRISE PRÉVENTIVE



Courant 2010, un essai clinique a obtenu pour la première fois des résultats encourageants sur l'efficacité préventive de la prise quotidienne d'un médicament antirétroviral chez des hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes (HSH) fortement exposés au VIH.

Rebondissant sur ces résultats une équipe de chercheurs français et canadiens, soutenue par l'Agence Nationale de Recherche sur le Sida (ANRS), s'est proposée d'évaluer en France et au Québec, dès 2011, les effets d'une telle offre préventive à la demande auprès des HSH séronégatifs.

Outre la prise d'un traitement préventif réduisant le taux de virus dans le sang, cette offre comprendrait un suivi médical très régulier, des dépistages du VIH et des IST et le traitement des IST.

AIDES participe à cette recherche parce qu'une telle offre permettrait d'optimiser nos dispositifs de prévention.

En 2010 AIDES a évalué auprès des HSH l'adéquation entre un tel projet et leurs propres besoins.
Le démarrage de l'étude sur le terrain est prévu à l'automne 2011 à Paris, Lyon et Montréal.

Outre-Mer : une présence renforcée

Développer les actions dans la zone Caraïbes

(Antilles, Guyane, Caraïbes)


Rencontre avec le personnel du centre de santé de Apatou, Guyane

En 2010, AIDES a contribué à la structuration et la mise en œuvre du projet européen Interreg IV Caraïbes, qui permettra en 2011, de mieux appréhender la situation des populations les plus vulnérables au VIH dans ces départements.
En Guyane, département français le plus touché par le VIH et la tuberculose, les dynamiques migratoires ont un fort impact en santé publique. Aussi, en 2010 AIDES a rencontré les acteurs institutionnels et associatifs du Suriname, pays frontalier pour envisager une meilleure réponse au VIH.

Sur le volet tuberculose, AIDES mène un plaidoyer aux côtés de Avocats pour la Santé dans le Monde (projet ACTION, Advocacy to Control Tuberculosis Internationally). Dans ce cadre les deux associations ont conduit sept parlementaires de tous bords politiques et de différentes commissions (dont lois, affaires économiques, affaires étrangères, groupe sida) en Guyane et au Suriname en mars 2010. Ils ont ainsi pris conscience des inégalités sanitaires d'un département français à l'autre et de l'importance des financements sida, nationaux et internationaux.
Au retour, ces parlementaires sont tous intervenus sur les enjeux financiers de la lutte contre les pandémies, en France et à l'international (témoignages médiatiques, tribunes, questions au gouvernement). AIDES a par ailleurs organisé une formation au plaidoyer auprès de la société civile guyanaise investie dans la lutte contre le sida.

A l'international, accompagner et interpeller

Au Sud, accompagner les partenaires locaux


Regroupement du réseau Afrique 2000 à Lomé

Le réseau des partenaires africains de AIDES compte plus de 40 associations dans 20 pays. Ensemble, et aux côtés de AIDES, elles ont **renforcé la qualité de leur action de prise en charge et de prévention ainsi que leur plaidoyer pour un meilleur accès aux soins** (prévention, traitements, bilans, suivis etc). Elles œuvrent notamment pour que les soins soient accessibles partout sur leurs territoires et complètement gratuits. Ces associations **militent par ailleurs pour une meilleure représentation des malades et personnes concernées dans les instances de décision nationales.**
L'année 2010 a également été marquée par l'engagement d'un nombre croissant de nos partenaires africains avec le soutien de AIDES dans des **actions de prévention et de soins avec les homosexuels**, particulièrement vulnérables au VIH du fait des discriminations dont ils sont l'objet.

Porter la parole de AIDES aux conférences internationales

Casablanca, la conférence francophone



Co-organisée par l'ALCS, partenaire historique de AIDES au Maroc, cette conférence a été un temps fort pour interpeller les décideurs sur les revendications de AIDES : mettre en place des financements innovants comme la Taxe Robin et faire respecter les droits des populations les plus exposées au VIH (HSH, professionnels du sexe, usagers de drogues) pour favoriser leur accès à la santé.

Vienne 2010, la grande conférence mondiale



Marche inter associative à Vienne sous le mot d'ordre « Rights here, right now »

« Des traitements, parce que je le vaux bien » était le slogan de AIDES pour cette 18e édition de la plus importante conférence internationale consacrée aux acteurs de la lutte contre le VIH.
AIDES s'y est illustrée avec une vingtaine de travaux exposés, 3 stands, plus de 60 militants présents, 3 conférences de presse, plusieurs happening politiques... Toujours pour marteler in fine qu'« aujourd'hui on peut arrêter l'épidémie. C'est une question de volonté politique ! » Plus précisément, AIDES y a porté de nombreux sujets internationaux : taxe Robin, droits des homosexuels, dépénalisation de la transmission du VIH, droit à la santé pour les usagers de drogues, etc.
Un moment fort a marqué cette conférence : le dépistage de Roselyne Bachelot (alors Ministre de la Santé) par un militant de AIDES, avec des tests à résultats rapides.


un militant de AIDES fait un TROD* à Roselyne Bachelot, sur le stand de l'association

[3] Parlementaires ayant participé à la mission en Guyane : Jean-Paul Bacquet (SRC), Jean-Louis Christ (UMP), Christiane Taubira (députée PRG de Guyane), Henriette Martinez (UMP) - Commission des Affaires Etrangères, Catherine Coutelle (PS) - Commission des Affaires Economiques de l'Environnement et du Territoire, Jacqueline FRAYSSE (PC) - Commission des affaires culturelles, toutes deux également membres du groupe sida à l'Assemblée Nationale, Monsieur Michel Hunault (NC) - Commission des Lois.



Convention AERAS : Convention conclue entre associations, banques, assurances et pouvoirs publics, pour faciliter l'accès à l'assurance des personnes concernées par une pathologie grave.

Aide Médicale d'Etat (AME) : Couverture santé spécifique aux personnes en situation irrégulière qui disposent de moins de 634€/mois.

ODSE Observatoire du Droit à la Santé des Etrangers : collectif d'associations qui entendent dénoncer les difficultés rencontrées par les étrangers dans les domaines de l'accès aux soins et du droit au séjour pour raison médicale.

FNARS : Fédération Nationale des Association d'Accueil et de Réinsertion Sociale.

CISS : Collectif Inter-associatif Sur la Santé. Christian Saout, ancien président de AIDES, est président du collectif et représentant de l'association au sein de celui-ci.

TROD : Tests Rapides d'Orientation Diagnostique de l'infection à VIH. On entend par « dépistage rapide » l'utilisation de tests à résultat rapide (30mn).

ATTAC : l'Association pour la Taxation des Transactions Financières et pour l'Action Citoyenne.

Essai i-Prex - Pre-Exposure Prophylaxis Initiative – Prise de Prophylaxie près exposition).



REMERCIEMENTS

AIDES remercie tout particulièrement les donateurs, les entreprises et les pouvoirs publics qui nous ont soutenus en 2010. Nous remercions également toutes les associations partenaires qui œuvrent avec nous dans cette lutte.
Merci à tous les militants de AIDES, volontaires, salariés, personnes accueillies, et proches.

CREDITS

Directeur de la publication : Bruno Spire
Coordination : Charmaine da Costa Soares
Conception générale : Charmaine da Costa Soares, Floriane Cutler
Rédacteurs : Charmaine da Costa Soares, Floriane Cutler, Alain Legrand
Relecture : Christian Andréo, Olivier Denoue, Antoine Henry, Jean-François Laforgerie
Maquette et réalisation : Jean-Claude Bayle
Crédits photographiques : Cynthia Benkhoucha, Stéphane Blot, Antony Brouard, Stéphane Calmont, Jean-Louis Christ, Sandra Giraudeau, Jean-François Laforgerie, Anne-Lyse Motte, Emmanuel Trenado, Christian Verger, AIDES/TBWA.
Impression : 3000 exemplaires

CONTACTS



Association AIDES

Tour Essor • 14 rue Scandicci • 93508 Pantin cedex
Tél. 0805 160 011 (gratuit depuis un poste fixe)
Site web : www.aides.org
Twitter : http://twitter.com/assoAIDES
Facebook : www.facebook.com/aides
E-mail : aides@aides.org